

## ASSEMBLEE DE CORSE

### DELIBERATION N° 93/137 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE PORTANT ADOPTION D'UNE MOTION RELATIVE AUX MESURES A PRENDRE POUR EVITER DES LICENCIEMENTS DANS CERTAINES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS

SEANCE DU 30 NOVEMBRE 1993

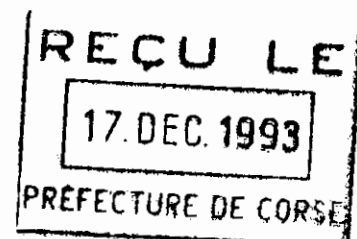
L'an mil neuf cent quatre vingt treize et le trente novembre, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Paul de ROCCA SERRA, Président de l'Assemblée de Corse.

#### ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

François ALFONSI, Nicolas ALFONSI, Pascal ARRIGHI, Jean-Marc BALESI, Dominique BIANCHI, Jean BIANCUCCI, Dominique BUCCHINI, Dominique BURESI, Pierre-Jean CASTA, Pierre-Philippe CECCALDI, Joseph-Antoine CHIARELLI, Paul COMBETTE, Jules-Laurent FERRANDI, Ours-Ange-Pierre GRIMALDI, Jean JALPI, Norbert LAREDO, Paul-Antoine LUCIANI, Pierre-Jean LUCIANI, Antoine-Louis LUISI, Marie-Paule MANCINI-NERI, Marc MARCANGELI, Emile MOCCHI, Michel MORETTI, François MOSCONI, Paul PERFETTINI, Pierre-Timothée PIERI, Paul-Donat POLI, Paul QUASTANA, Simon-Jean RAFFALLI, Jean-Paul de ROCCA SERRA, Paul SCARBONCHI, Marie-Jeanne VIDAILLET-PERETTI.

#### ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

M. Vincent AVOGARI DE GENTILI à M. Nicolas ALFONSI.  
M. Eugène BERTUCCI à Mme Marie-Paule MANCINI-NERI.  
M. Jean-Charles COLONNA à M. Jean-Paul de ROCCA-SERRA  
M. Edouard CUTTOLI à M. Pierre-Jean LUCIANI.  
M. Antoine GAMBINI à M. Pierre-Timothée PIERI.  
M. Sauveur GANDOLFI-SCHEIT à M. Simon-Jean RAFFALLI.  
M. Jules-Paul NATALI à M. Paul COMBETTE.  
M. Edmond SIMEONI à M. Jean BIANCUCCI.  
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Paul QUASTANA..  
M. Alphonse TAMBURINI à M. Paul-Antoine LUCIANI.  
M. Michel VALENTINI à M. François MOSCONI.

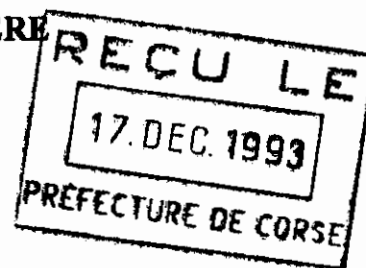


**ETAIENT ABSENTS : Mme et MM.**

Jean-Louis ALBERTINI, Henri ANTONA, Marie-Josée BELLAGAMBA, Jacques FIESCHI, Félix LUCCIANI, Toussaint LUCIANI, Pierre POGGIOLI, Joseph SISTI.

**L'ASSEMBLEE DE CORSE,**

- VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU** la loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- VU** la loi n° 86.16 du 6 janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux,
- VU** la loi n° 86.972 du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales,
- VU** la loi n° 91.428 du 13 mai 1991 portant statut de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** le règlement intérieur de l'Assemblée de Corse visé en son article 57,
- VU** la motion déposée par le Groupe Communiste,

**APRES EN AVOIR DELIBERE****ARTICLE PREMIER :**

**ADOpte** la motion dont la teneur suit :

**"L'ASSEMBLEE DE CORSE** vient d'adopter un programme routier pour 1994 qui, s'il bénéficie des concours financiers de l'Etat et de la Communauté à la hauteur souhaitée et s'il est mis en oeuvre rapidement, devrait améliorer l'état du réseau routier et constituer pour les entreprises de travaux publics un véritable ballon d'oxygène.

Les entreprises du secteur concerné n'ont pas toutes, semble-t-il, une confiance excessive dans ce programme 1994, puisque l'une d'entre elles (CORSOVIA, filiale de la routière COLAS) envisage de procéder à des licenciements.

Cette attitude est tout à fait inacceptable.

**L'ASSEMBLEE DE CORSE,**

**DEMANDE** aux services de l'Etat de prendre toutes les mesures appropriées pour maintenir le niveau des emplois existant dans les entreprises de travaux publics, tout particulièrement celles qui vont assurer les travaux prévus au plan routier régional".

**ARTICLE 2 :**

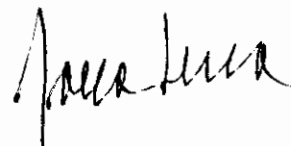
La présente délibération qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

**AJACCIO, le 30 Novembre 1993**

Pour copie certifiée conforme à l'original,  
Pour le Président de l'Assemblée de Corse  
et par délégation,  
L'Administrateur Général des Assemblées

  
José COLOMBANI

**LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE CORSE**



**Dr Jean-Paul de ROCCA SERRA**

